

Rebondis

Poids des castes politiques, oubli de la société civile: la gauche doit changer de culture.

La gauche décalée

par ZAKI LAÏDI

Les municipales n'ont pas apporté à la gauche son printemps car les résultats – en soi guère déshonorants – n'ont pas été à la mesure des attentes et la tente à oxygène, érigée par le PS place du Colonel Fabien, s'est effondrée. Il y a donc pour la gauche un problème de fond qui concerne l'orientation politique et un problème d'architecture puisque le PS reste un parti à l'étiage électoral relativement stable et faible. Comment surmonter ce double défi?

Avant de répondre tête baissée à cette question, il faut peut-être commencer par analyser un phénomène de première importance: la société française se dérobe de plus en plus aux politiques. Alors que ceux-ci n'ont jamais autant bénéficié d'études d'opinion de plus en plus fines, la société leur est en fait de moins en moins lisible. La première dérobade prend naturellement la forme de l'abstention. Celle-ci ne cesse de croître. La seconde est plus inquiétante. Elle a été remarquée par de nombreux candidats. Sur le terrain, les électeurs potentiels écoutent poliment les politiques. Ils ne s'opposent même plus à eux. De sorte que cette attitude de non confrontation a pu être vue ou vécue comme un signe d'adhésion, jusqu'à ce que les résultats démentent cette impression. La gauche sondagière a oublié la puissance du paradoxe de Tocqueville: c'est quand la situation s'améliore que le mécontentement s'accroît, ce qui, politiquement, veut dire que tout immobilisme préélectoral n'est ni plus ni moins qu'une préparation à

la défaite. Mais l'effet Tocqueville n'explique pas tout. Derrière lui se profile une évolution plus inquiétante qui indique que la «vie en société» s'apparente en fait de plus en plus à un recouplement aléatoire et fragile entre trois sociétés qui s'ignorent: la société politique, la société économique et la société civile. En France, cette séparation est traumatique car le politique s'est toujours placé en surplomb par rapport aux deux autres ordres. Il en découle un décalage abyssal entre l'ambition du politique et sa capacité à avoir prise sur les choses. Même de gauche, la classe politique se comporte comme une caste professionnalisée, avec ses codes et ses pesanteurs avec, en plus, une solide bonne conscience. La logique des cabinets, le poids des castes administratives, la surreprésentation des fonctionnaires parmi les élus, la faible tolérance pour les profils atypiques, sont autant de facteurs qui accentuent le conformisme, la croyance dans le caractère décisif des choix venus d'en haut. L'échec de la réforme de Bercy par exemple ne s'explique pas par la puissance des syndicats, mais par leur capacité à faire relayer leurs revendications par la majorité plurielle. Elle tient aussi à l'absence d'associations d'usagers qui, si elles étaient puissantes, auraient aidé l'Etat à avancer sur la voie de la réforme. La gauche n'a en fait que très peu confiance dans la capacité d'initiative de la société. Elle a peu confiance en elle non pas parce que ses responsables seraient obtus ou malveillants, mais parce qu'ils sont les héritiers d'une culture politique historique qui croit fonda-

mentalement au rôle dirigeant de l'Etat dans le changement et qui n'accepte aucune autre légitimité que celle de la souveraineté populaire. Si on parle de l'excès de confiance dans l'Etat ou de la surreprésentation des fonctionnaires à l'Assemblée nationale, on sera immédiatement taxé de «libéral» car, naturellement, on ne pensera pas, par exemple, aux représentants issus de la société civile, et notamment ceux issus du monde associatif. La puissance de ce conformisme est d'ailleurs telle qu'elle conduit à ne considérer comme légitime que les actions impulsées par l'Etat. Sans la clairvoyance du ministre de la Solidarité de l'époque, la loi sur l'exclusion n'aurait jamais vu le jour car elle avait pour immense inconvénient d'être portée par les associations.

Cet absolutisme de la souveraineté populaire peut devenir une source de régression culturelle. Croire que le sens et la légitimité de l'action ne se donnent qu'à travers des élections ne peut que conduire à retarder l'émergence de la société civile. Or, si celle-ci ne se renforce pas et si la société politique tourne à vide, seule la société économique finira par s'imposer avec une gauche qui y verra alors la preuve qu'il faut renforcer le rôle de l'Etat. C'est cette logique folle qu'il faut enrayer. Il est d'ailleurs assez significatif de voir que même les tenants d'une modernisation de l'Etat, que l'on trouve à Bercy, ne voient cette modernisation que comme un processus d'ajustement à une logique économique. Face aux entreprises modernes, il faudrait un Etat moderne. Mais, entre les deux, la société civile est en fait réduite à des électeurs.

Le changement de culture politique profond qu'induit une telle démarche n'a de sens que s'il s'accompagne d'une rupture avec le traditionnel conformisme de la revendication de gauche. Au demeurant, à peine les résultats du second tour connus, les tenants de la vieille gauche ont exprimé leurs préférences: hausse des minimas sociaux, coup de pouce au Smic, généralisation massive des 35 heures aux PME et aux fonctionnaires, pérennisation des emplois jeunes, création d'un RMI-jeunes, conférence salariale. Or, si l'on prend ces quelques exemples, on voit tout de suite qu'ils ont un point commun: ils ne laissent aucune initiative aux acteurs sociaux auxquels on refuse de faire confiance, soit parce que l'on estime que ceux-ci ne sauraient s'opposer à des mesures généreuses, soit parce que ces mêmes acteurs seraient jugés faibles face à l'hydre patronale pour les laisser se débrouiller tout seuls. Car les faits sont là. La sacralisation du Smic et de ses coups de pouce rituels dépouille les partenaires sociaux de responsabilité en termes de construction de grilles salariales plus attractives et plus différenciées. Une action puissante en vue du relèvement des minima de branches serait bien plus utile. La généralisation massive des 35 heures, que certains appellent de leurs vœux, fait bon marché des difficultés rencontrées par les entreprises en même temps qu'elle fait une formidable impasse sur la productivité dans la fonction publique. Mais qui à gauche peut oser dire cela?

Quant aux jeunes, mieux vaut créer des mécanismes d'aide financière appuyés sur des projets que de vouloir créer un nouveau dispositif public généralisé qui peut amplifier les phénomènes de déresponsabilisation sociale et donc

de dépendance. Enfin la pérennisation des emplois-jeunes n'a de sens que si elle recherche la pérennisation des emplois et non celle des personnes. Pour la plupart des jeunes, cela ne fait pas de différence. Mais, en termes de démarche, la différence est considérable.

Si la gauche ne rompt pas avec ce conformisme qui consiste à penser les réformes sans jamais s'interroger sur les conditions d'implication des acteurs dans ces réformes, elle sera amenée à s'engager dans une spirale de la revendication sociale brute de décoffrage. A cette aune, les 32 heures deviendront l'impératif catégorique de la prochaine législature. C'est pourquoi il faut dire que le slogan d'un «coup de barre à gauche» est un slogan creux et parfaitement vide de sens. Certes, il est tout à fait possible qu'un tel agenda réformiste ne soit pas de nature à donner

Lire les résultats des élections comme une demande de radicalisation sociale est un contresens.

confiance à ceux qui ont par exemple choisi de faire confiance à l'extrême gauche. Mais lire les résultats de ces élections comme une demande de radicalisation sociale est un contresens. L'effondrement du PC et l'insignifiance persistante du MDC montrent que le conservatisme de gauche traditionnel ne se porte pas bien. Certes, cet effondrement est probablement tempéré, voire compensé par la remontée de l'extrême gauche. Mais, vis-à-vis de celui-ci, la pire des solutions serait de la suivre sur son terrain.

Si on laisse de côté les mesures à très court terme, on peut esquisser quatre axes forts autour desquels la gauche peut espérer gagner autrement que chichement ou par défaut.

Le premier axe est celui de la décentralisation. Sans décentralisation, la notion de proximité risque fort d'être un slogan creux qui décrédibilisera encore plus le politique. Le second devrait être celui de la réforme de l'Etat. Ce n'est pas la réduction du nombre de fonctionnaires. Dans certains secteurs, nous savons qu'ils sont peut-être trop nombreux, mais, dans d'autres, nous savons qu'ils sont tragiquement insuffisants. La réforme de l'Etat est un processus qualitatif beaucoup plus complexe qui doit intégrer une culture de responsabilité et de performance. Il implique de ce fait une rupture avec l'idéologie de la «coopérative agricole» qui voudrait que les fonctionnaires soient les propriétaires de leur outil de travail. Le troisième axe doit porter sur la construction d'un véritable pacte social entre l'Etat et les partenaires sociaux. Si l'on ne veut pas aborder le XXI^e siècle sur les fausses querelles entre la loi et le contrat, il faut créer un contrat de confiance entre partenaires sociaux. Ce contrat de confiance n'a rien à voir avec la collaboration de classe ou la confusion des intérêts, puisque même la CGT se plaint de l'absence de consultation des partenaires sociaux dans certains choix du gouvernement. On n'échappera pas à cette démarche, surtout lorsqu'en 2005 le choc du double Smic sera reposé.

Enfin, il serait totalement inconcevable que la gauche se désintéresse à ce point de l'Europe, ou n'identifie celle-ci qu'à une machine néolibérale doublée d'une logique diabolique de déposséder des Etats. Investir l'Europe, c'est aussi une manière d'être de gauche.

Zaki Laïdi est chercheur au Ceri. Dernier ouvrage paru: «Le Sacre du présent». Flammarion, 2000.